

## Conflit en Irak et approvisionnement pétrolier

La guerre en Irak n'a jusqu'ici aucun moment perturbé l'approvisionnement des marchés pétroliers. Alors qu'il était encore de \$34 le baril le 12 mars, le prix du brut Brent a chuté sous la barre des \$25 le 21 mars (au lendemain du déclenchement de la guerre), son plus bas niveau depuis novembre 2002. Depuis, il fluctue entre 24 et 28\$. L'OPEP, qui s'était engagée à compenser toute absence d'exportations pétrolières irakiennes, s'inquiète actuellement d'un effondrement des cours. Les tensions politiques qui touchent le Venezuela et le Nigeria reviennent au devant de la scène alors que la fin des combats apparaît imminente en Irak.

### Importance de l'Irak sur la scène pétrolière internationale

L'Irak est un pays de 434'000 km<sup>2</sup> (= 4/5 de la France), qui compte 24,5 mio. d'habitants. Le pétrole occupe une place centrale dans l'économie irakienne puisqu'il procure env. 95% des revenus en devises. Les réserves prouvées sont estimées à 15 mia. tonnes (= 11% des réserves mondiales). La plupart des gisements se situent au Nord-Est du pays (dont le gisement géant de Kirkuk découvert en 1927) et au Sud près de Bassorah, où le gisement géant de Rumaila, qui se prolonge en territoire koweïtien, est exploité depuis ½ siècle. En 2001, l'Irak a produit en moyenne 2,36 mbj (*millions de barils par jour*) de brut, équivalent à 3% de la production mondiale (77 mbj). 1,6 mbj ont été exportés, dont près des 2/3 vers les USA et 1/5 vers l'Union européenne<sup>i</sup>. On notera qu'à partir de mai 2002, les USA ont cessé d'importer du pétrole d'Irak. En 2002, la production pétrolière irakienne est retombée en dessous de 2 mbj à partir d'avril pour ensuite revenir à 2,4 mbj dès octobre. Ce niveau a ensuite été maintenu jusqu'à la mi-mars 2003.

Pour plus d'informations concernant l'Irak (démographie, géographie, économie et pétrole en particulier, transports et communications etc.), on peut consulter les pages Internet suivantes :

[http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/cl/cl\\_796\\_p0.html](http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/cl/cl_796_p0.html)  
<http://www.yumka.com/docs/irak.pdf>

### Domages causés aux installations pétrolières par l'intervention américano-britannique

L'attaque terrestre lancée le 21 mars contre l'Irak a permis aux forces de la coalition de prendre rapidement le contrôle des gisements pétroliers de la région de Bassorah ainsi que des aménagements d'exportations par le Golfe persique. Seuls 9 puits, sur les 1100 que compte la région, ont été mis à feu<sup>ii</sup>. Au nord du pays, les installations pétrolières n'ont semble-t-il pas été touchées par les combats : aucun dommage n'a été signalé par les journalistes présents sur place. Globalement, il apparaît que les installations pétrolières irakiennes ont peu souffert de la guerre. Il est donc fort probable que la production, qui a cessé le 17 mars avec l'arrêt du programme humanitaire de l'ONU « Pétrole contre Nourriture<sup>iii</sup> », retrouvera prochainement son niveau d'avant-guerre.

## Attitude de l'OPEP

Bien avant le déclenchement de la guerre, les pays de l'OPEP<sup>iv</sup> avaient fait part de leur volonté de compenser toute perte de production pétrolière irakienne. D'autres pays exportateurs (Russie, Mexique, Angola, Egypte) avaient affirmé vouloir œuvrer de concert avec l'OPEP. A partir de février déjà, l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats Arabes Unis, le Nigeria et l'Algérie ont accru leur production de 0,7 mbj globalement, dans la perspective d'une prochaine rupture des exportations de l'Irak. Après les premiers bombardements de Bagdad, l'OPEP a réitéré son engagement. Mais au vu de l'évolution des prix pétroliers depuis le 21 mars, l'OPEP vient de convoquer ses membres à une réunion extraordinaire le 24 avril, afin de tenter d'enrayer l'effondrement des cours du pétrole brut qui s'annonce au deuxième trimestre, en réponse à la fin des hostilités en Irak.

## Réaction des marchés

Pendant la phase d'incertitude qui a précédé l'engagement des hostilités, les prix pétroliers englobaient une « prime de risque de guerre » estimée entre 5 et 10\$. Le 3 mars, le prix du baril de brut Brent a atteint 35\$ à Londres, celui du West Texas Intermediate 40\$ à New York. A mesure que la probabilité du conflit se précisait, la prime s'est amenuisée, étant entendu que les marchés tablaient sur une guerre éclair et une issue rapide du conflit. Le 12 mars, le Brent s'échangeait à 34\$, avant de chuter à 26\$ le 19, juste avant que les premiers missiles ne tombent sur Bagdad<sup>v</sup>. La baisse s'est poursuivie les deux jours suivants (Brent à 24,3\$ le 21), alors que les forces américano-britanniques paraissaient rencontrer peu de résistance sur le terrain. Les prix des produits pétroliers ont suivi le même mouvement : sur le marché libre de Rotterdam, du 13 au 20 mars, le gasoil a perdu  $\frac{1}{4}$  de sa valeur et l'essence env. 15%.

Le 23 mars, à l'annonce des premières déconvenues des forces alliées, l'humeur des marchés a viré à 180°. Le prix du Brent est remonté à 27,2\$ le baril le 31 mars, pour ensuite redescendre sous la barre des 26\$ (ce qui équivaut à 190\$/t) début avril. Ces fluctuations témoignent de la nervosité actuelle des marchés que même la fin de la guerre en Irak ne devrait pas totalement rassurer. En effet, les stocks commerciaux de produits pétroliers ont atteint un niveau très bas en Amérique du Nord<sup>vi</sup> et de surcroît, des troubles sociaux ont éclaté au Nigeria, forçant ce pays à réduire sa production pétrolière<sup>vii</sup>. Le cas de ce pays – membre de l'OPEP - intéresse particulièrement les consommateurs européens à l'approche de l'été. En effet, le brut nigérian est spécialement approprié à la fabrication de produits légers. Ce n'est donc pas un hasard si, à Rotterdam, le prix de l'essence s'est renchéri d'env. 20% à 316\$/t du 21 au 28 mars pour ensuite osciller à ce niveau. Parallèlement, le prix du gasoil a grimpé de 10% à 273\$/t, avant de retomber à 226\$ le 4 avril (-17%).

Au cours des prochaines semaines, l'attention des marchés pétroliers et financiers restera centrée non seulement sur l'Irak mais aussi et surtout sur le Nigeria et le

Venezuela, où les tensions politiques sont loin d'être apaisées. Ensemble, ces trois pays ont produit 7,3 mbj de pétrole en 2001, soit env. 10% de la production mondiale.

Les sites Internet suivants présentent, l'évolution récente et historique du prix du pétrole brut Brent à Londres (IPE) sous forme de graphiques.

<http://www.oilenergy.com/1obrent.htm>

<http://futures.tradingcharts.com/chart/BC>

### **Conséquences de la guerre en Irak sur l'économie mondiale et sur les pays de l'OCDE en particulier**

Malgré qu'au cours des 30 dernières années, la dépendance pétrolière ait nettement diminué dans la plupart des pays<sup>viii</sup>, il n'en demeure pas moins qu'un accroissement important et durable du prix du brut pourrait avoir des conséquences fâcheuses dans les régions déjà en proie à des difficultés économiques. En effet, selon le Fonds Monétaire International, une hausse durable de 10\$ du prix du baril de pétrole est susceptible d'affaiblir la croissance économique mondiale de 0,6%/an. Il n'en faudrait pas plus pour que l'Europe (hausse de 0,8% du PIB en 2002) et le Japon (+0,3%) ne glissent en récession. Toutefois, c'est sur les pays en développement que l'impact d'une telle hausse serait le plus négatif, en raison de l'intensité pétrolière<sup>ix</sup> élevée de ces pays et de leur haut niveau d'endettement.

Pour faire face aux risques d'approvisionnement pétrolier, les 26 pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), un organe de l'OCDE établi à Paris, ont mis sur pied dès 1974 un système de réserves pétrolières stratégiques dont la gestion coordonnée est assurée par cette agence<sup>x</sup>. L'AIE dispose d'un plan de crise qui lui permet d'utiliser les stocks pétroliers non seulement en cas de rupture physique de l'approvisionnement, mais aussi en cas de risque imminent de rupture<sup>xi</sup>. L'option consistant à utiliser les stocks stratégiques comme instrument de régulation du marché correspond à la politique prônée par la Commission de l'Union européenne (UE). L'AIE suit étroitement l'évolution des événements notamment au Moyen-Orient ainsi que la réaction des marchés pétroliers. Elle est prête à déclencher une action collective de ses membres dès l'instant où les circonstances l'exigeraient. Pour en savoir plus sur le système mis en place par l'AIE, on peut consulter l'adresse Internet suivante : <http://www.iea.org/about/seq.htm>

### **Conséquences pour la Suisse**

En Suisse, conformément à la loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays, les importateurs de carburants pétroliers et de mazout sont tenus de constituer des stocks obligatoires pour 4,5 mois de consommation (3 mois pour le carburant d'aviation). L'industrie du gaz participe aussi financièrement à ce système, pour le compte de ses clients qui disposent d'installations de chauffage bi-combustibles

et qui peuvent de ce fait s'approvisionner au mazout en cas de pénurie de gaz naturel. Il faut toutefois noter que depuis env. 60 ans qu'ils existent, la Suisse n'a jamais dû faire appel à ses stocks obligatoires de pétrole.

L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) <http://www.bwl.admin.ch/francais/default.asp> suit étroitement l'évolution de la situation. Depuis le début des hostilités en Irak, l'OFAE n'a constaté aucune perturbation du marché pétrolier suisse, lequel reçoit le pétrole brut d'Afrique et les produits de l'UE. Celle-ci de son côté importe moins de 20% de ses besoins du Moyen-Orient, dont env. 2% d'Irak. Les prix en Suisse des carburants et du mazout n'ont que peu fluctué à partir d'avril 2002 et jusqu'ici<sup>xii</sup>. Il faut dire que, contrairement par exemple à l'évolution observée aux USA (voir la note no. 6), les stocks pétroliers dans notre pays étaient à leur niveau normal à la sortie de l'hiver, lequel a été doux (à l'exception de février).

En Suisse, un pays fortement dépendant de ses exportations et qui compte peu d'industries grosses consommatrices d'énergie<sup>xiii</sup>, l'effet d'un (éventuel) renchérissement pétrolier se ferait surtout sentir par le biais du recul de la demande extérieure. L'appréciation du franc - monnaie refuge par excellence - ne ferait que renforcer ce phénomène. Quant aux prix pétroliers, bien qu'ils soient actuellement nettement supérieurs à ceux observés lors du creux de fin 1998 (crise économique asiatique, surcroît de production de l'OPEP), ils n'en demeurent pas moins largement inférieurs à ceux que nous avons connus resp. en 1974 et en 1981, exprimés en termes réels<sup>xiv</sup>.

### **Perspectives d'après-guerre**

A long terme, le Moyen-Orient sera la région la mieux à même de répondre aux besoins pétroliers (et gaziers) croissants de l'humanité. Officiellement, elle rassemble à elle seule les 2/3 des réserves pétrolières prouvées de la planète, mais jusqu'ici, elle n'a été que peu prospectée, ce qui permet de penser que d'importantes ressources d'hydrocarbures restent encore à découvrir<sup>xv</sup>. Cette région est également vitale pour les Etats-Unis, dans la mesure où leur dépendance pétrolière, qui atteint actuellement 53%, pourrait passer à 65-70% en 2025, selon l'EIA (Energy Information Administration).

L'Irak est appelé à jouer un rôle central sur la scène pétrolière internationale. Jusqu'ici, le tiers seulement (24 sur 73) des champs pétrolifères de ce pays ont été exploités et les réserves pétrolières pourraient en fin de compte s'avérer comparables à celles d'Arabie Saoudite. Les coûts de production sont extrêmement bas, de l'ordre de 1-2\$ par baril<sup>xvi</sup>. Les installations sont certes vétustes mais leur remise en état ne devrait pas causer problème. Par ailleurs, les experts estiment qu'en ré-équipant ces installations à l'aide de la technologie occidentale, la production de l'Irak pourrait grimper à plus de 5 mbj dans un délai de 4 à 5 ans (contre 3,5 mbj en 1979). Selon le Centre for Global Energy Studies de Londres, l'Irak pourrait même,

d'ici 9 à 10 ans, atteindre un niveau de production comparable à celui de l'Arabie Saoudite (8 à 9 mbj).

Renseignements: Vincent Beuret, Office fédéral de l'énergie, tél. 031 322 56 18

---

<sup>i</sup> En 2001, 49% des importations pétrolières des USA ont été couvertes par l'OPEP, dont 24% en provenance du Moyen-Orient et 7% fournies par l'Irak. Les chiffres correspondants pour l'UE ont été resp. de 31%, 16% et 2,5%. L'UE importe les  $\frac{3}{4}$  de ses besoins pétroliers, contre env. 53% pour ce qui est des USA.

<sup>ii</sup> Il n'y a de ce fait aucune comparaison possible avec le désastre écologique qu'avait connu le Koweït en 1991, lors de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe. Ce sont alors plus de 700 puits qui avaient dû être éteints et réparés, ce qui avait exigé 10 mois d'un travail acharné et causé la perte de 10 à 20% des réserves pétrolières koweïtiennes.

<sup>iii</sup> Le programme « Pétrole contre Nourriture » a été suspendu le 17 mars, suite au départ d'Irak de l'ensemble des collaborateurs de l'ONU. Le 28 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU s'était mis d'accord sur le principe de sa réactivation. Suite à la chute du gouvernement de Saddam Hussein, on peut admettre que les sanctions économiques de l'ONU contre l'Irak seront levées et que ce programme perdra sa raison d'être.

<sup>iv</sup> L'OPEP est considérée ici sans l'Irak, ni le Venezuela qui a été frappé par une grève générale et dont la production a chuté de 2,7 mbj en novembre 2002 à 0,7 mbj en décembre / janvier, avant de revenir à 2 mbj en mars. Les 9 pays membres restant de l'OPEP (Algérie, Indonésie, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar, Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis) disposent de réserves de capacités de production qui vont de 1,4 mbj selon le Centre for Global Energy Studies à plus de 4 mbj selon différentes estimations parues dans la presse.

<sup>v</sup> On rappellera que lors de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe, le prix du brut avait atteint 41\$ à fin septembre 1990, avant de chuter à 20\$ en janvier, dès le lancement de l'opération « *Tempête du désert* ». Il avait ensuite oscillé entre 18 et 20\$ durant le 1<sup>er</sup> semestre 1991 puis entre 13 et 23\$ jusqu'à fin 1995.

<sup>vi</sup> L'hiver 2002/03 a été particulièrement froid en Amérique du Nord. De surcroît, en décembre et en janvier, les USA ont été privés de brut du Venezuela, leur principal fournisseur (voir la note no.4 ci-dessus)

<sup>vii</sup> Le Nigeria couvre 1/3 des importations suisses de pétrole brut et 5% de celles de l'UE.

<sup>viii</sup> Alors qu'en 1973, le pétrole couvrait 50% des besoins énergétiques de la planète, cette part est restée inférieure à 40% à partir de 1984. Les chiffres correspondants pour les pays de l'OCDE sont de 53% et 42%. Ces chiffres ne tiennent pas compte des énergies non commerciales (on entend par là les utilisations traditionnelles du bois, des résidus agricoles, des bouses séchées etc.), lesquelles ont couvert  $\frac{1}{4}$  des besoins énergétiques des pays en développement en 2000.

<sup>ix</sup> L'intensité pétrolière est l'expression de la quantité de pétrole nécessaire à la production d'une unité donnée de PIB

<sup>x</sup> L'AIE a été créée en 1974, suite à la 1<sup>ère</sup> crise pétrolière et la Suisse en fait partie depuis le début. L'AIE exige de ses membres le maintien de réserves correspondant à 3 mois de leurs importations nettes de pétrole. Dans la pratique, les réserves maintenues par ces pays correspondent en moyenne à 4 mois de consommation. Elles atteignent 1,3 milliard de baril, dont la moitié sont détenues par les USA.

<sup>xi</sup> Lors de la 1<sup>ère</sup> guerre du Golfe, il avait été reproché à l'AIE de ne pas être intervenue assez rapidement et d'avoir laissé flamber le prix du brut. C'est notamment pour cette raison que la Commission européenne propose la mise sur pied d'un mécanisme communautaire de gestion des stocks pétroliers.

<sup>xii</sup> Le prix moyen mensuel de l'essence 95RON à la colonne a évolué entre 1.28 et 1.33 Fr./l d'avril 2002 à mars 2003, celui du diesel entre 1.32 et 1.37 Fr./l.. Le déclenchement de la guerre en Irak n'a eu aucun effet perceptible sur ces prix. Quant au mazout, les fluctuations de prix ont été de l'ordre de 20% (39 à 47 Fr./100 l pour la catégorie 3-6000 l), soit nettement moins qu'en 2000 (> 50%) et en 2001 (env. 30%).

<sup>xiii</sup> De surcroît, les consommateurs industriels remplacent toujours plus le pétrole par le gaz naturel, les déchets industriels etc. Alors qu'en 1974, la part du pétrole à la consommation d'énergie de l'industrie suisse était de 73%, elle n'était plus que de 25% en 2001.

<sup>xiv</sup>

| Prix des carburants (Fr./l) et du mazout (Fr./100 l) en termes nominaux ainsi qu'aux prix de mars 2003 |           |                   |                       |                   |                       |                   |                       |
|--|-----------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|-----------------------|
|  | Mars 2003 | 1 9 9 2           |                       | 1 9 8 1           |                       | 1 9 7 4           |                       |
|  |           | Aux prix courants | Aux prix de mars 2003 | Aux prix courants | Aux prix de mars 2003 | Aux prix courants | Aux prix de mars 2003 |
| Essence <sup>(1)</sup>   | 1.30      | 0.99              | 1.11                  | 1.25              | 2.03                  | 0.92              | 1.90                  |
| Diesel   | 1.35      | 1.03              | 1.16                  | 1.26              | 2.04                  | 0.93              | 1.92                  |
| Mazout <sup>(2)</sup>  | 46.-      | 32.60             | 36.60                 | 58.30             | 94.50                 | 33.30             | 68.60                 |

(1) 1974 et 1981: essence normale 90RON avec plomb; 1992 et 2003: essence sans plomb 95RON (2) Pour une quantité de 3000 à 6000 l

On rappellera qu'en mars 1993, l'impôt sur les carburants a été accru de 20 cts/l et que depuis le 1.01.95, l'énergie est soumise à la TVA (auparavant, seuls les carburants étaient soumis à l'ICHA).

<sup>xv</sup> Sur les 55-60'000 forages effectués chaque année de par le monde, seuls 1'200 sont réalisés au Moyen-Orient.

<sup>xvi</sup> Des coûts aussi bas sont susceptibles de mettre en péril l'industrie pétrolière occidentale active dans des régions difficiles (Golfe du Mexique, Alaska, Mer du Nord), où les coûts de production dépassent les 15\$ le baril.